

LES ISSUES STRATEGIQUES A LA CRISE GLOBALE

Le débat international et la démarche du mouvement altermondialiste

Julien Lusson et Gustave Massiah¹
Avril 2009

Le G20 de Londres a été à la hauteur des désillusions prévues. Certes plusieurs des déclarations ne manquent pas d'intérêt dans la mesure où elles semblent à l'opposé des principes des politiques des années passées. Prenons en acte et n'hésitons pas à rappeler les promesses de régulation. Une première question vient ternir l'optimisme : peut-on vraiment faire confiance aux dirigeants du G20 pour mettre en place une nouvelle régulation et en accepter les conséquences ? Pour l'instant, il ne semble pas. L'impression qui domine est que, en dehors d'un accord sur les plans de relance, les dirigeants espèrent, ou laissent croire, que la crise se calmera en 2010, et qu'il sera bien temps de voir s'il faudra aller plus loin dans l'idée d'une régulation consistante de l'économie mondiale.

La deuxième question concerne les politiques économiques des prochains mois et ce qu'elles laissent percevoir des orientations dominantes du G20. Les paradis fiscaux ont été montrés du doigt et désignés. Mais les listes confiées à l'OCDE ne sont pas très probantes. Surtout, seule l'évasion fiscale est mise en cause et rien n'est avancé sur les trous noirs de l'économie mondiale. Les multinationales, les banques et les mafias pourront continuer à mener la danse en fonction des seuls intérêts de leurs actionnaires cachés. Aucune réelle préoccupation n'est apparue concernant la redistribution des richesses. La relance se traduit par des crédits massifs, mais pour les banques et les entreprises, qui continuent pourtant de licencier tout en rémunérant grassement leurs cadres-dirigeants. Les super riches ont été priés d'être discrets, ce qui leur paraît déjà insupportable. Les pauvres sont priés d'attendre sans faire trop de bruit. Le commerce mondial et la croissance ont été réaffirmés. Le FMI et la Banque mondiale ont été félicités, dotés et promus. Pas de remise en cause de leurs statuts ou des droits de vote, pompeusement appelés « gouvernance ». Pas question de critiquer les politiques économiques imposées, fièrement revendiquées et toujours marquées du sceau du néolibéralisme.

Et pourtant le changement est indispensable. Il viendra nécessairement de l'approfondissement de la crise qui, au prix des souffrances des plus fragiles, viendra démontrer qu'il ne s'agit pas d'un mauvais rêve dont pourraient sortir les puissants sans risque pour leurs pouvoirs et leurs privilèges. Il viendra surtout des résistances locales et nationales qui répondent à des situations insupportables et qui prennent conscience de la duplicité des dirigeants politiques qui ont réussi à garder leurs places malgré leurs responsabilités dans la crise.

Le débat international sur les orientations stratégiques

Dans la situation actuelle, la tendance est à l'ouverture. Par rapport à la période Bush, la victoire d'Obama offre des perspectives qui ne se réduisent pas à la défense du néolibéralisme et aux dérives néo-conservatrices. Pour autant, rien n'est gagné et la

¹ Membres du CEDETIM – IPAM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale – Initiatives pour un autre monde). IPAM fait partie du CRID (Centre de Recherches et d'Information pour le Développement – France), de ATTAC-France et de Alternatives International qui sont membres du Conseil International du Forum Social Mondial. Gustave Massiah est président du CRID.

nouvelle politique des Etats-Unis ne se dégagera pas, sans ruptures difficiles, de la stricte défense de leurs intérêts et de leur hégémonie.

Le débat sur les orientations stratégiques s'organise autour de trois pôles, dès lors qu'on laisse de côté le G20 surtout préoccupé par des considérations tactiques et attentistes.

◆ Le premier pôle est organisé autour des instances les plus ouvertes des Nations unies. Il s'agit d'abord de l'Assemblée générale des Nations unies, le « G192 » comme le désigne son président Miguel d'Escotto. Elle a confié à la commission d'experts présidée par Joseph Stiglitz, un travail de propositions qui doivent être discutées à la session annuelle de l'Assemblée en septembre 2009. Cette session sera préparée par une Conférence des Nations unies, du 1^{er} au 3 juin 2009 (*UN Conference on the World Financial and Economic Crisis and its Impact on Development*). Les recommandations de la Commission Stiglitz (« **Recommandations de la Commission d'experts au président de l'Assemblée générale des Nations unies sur la réforme du système monétaire et financier international** » (19 mars 2009)²) pourront être confortées par deux rapports du système des Nations unies : celui de l'OIT qui propose un plan mondial pour l'emploi (« **Tendances mondiales de l'emploi** » (janvier 2009)³) et celui de la CNUCED qui propose une réforme du commerce mondial et des politiques de développement (« **The global economic crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies** » (19 mars 2009)⁴).

Ces trois documents sont porteurs d'un programme réformateur de l'économie mondiale qui pourrait servir de référence aux débats des Nations Unies. Leur approche, souvent qualifiée de Green New Deal, préconise une régulation publique qui s'inspire de l'esprit de Bretton Woods et qui reprend à son compte quelques-uns des paradigmes keynésiens adaptés à une économie ouverte plutôt qu'à une régulation nationale et à la prise de conscience des limites écologiques.

Le rapport de la CNUCED propose d'en finir mondialement avec les marchés financiers déréglementés et avance l'idée d'une reréglementation multilatérale et concertée via l'ONU et une conception du commerce mondial qui refuse les dumpings sociaux, écologiques, fiscaux et monétaires. Le rapport de l'OIT met l'accent sur la lutte contre le chômage, dont il prévoit une explosion. Il préconise l'extension des systèmes d'assurance et d'indemnisation des chômeurs, la promotion du travail décent pour lutter contre la précarité, des investissements publics dans les infrastructures et le logement ainsi que dans les emplois verts (voir son rapport « **Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone** » -septembre 2008)⁵, le soutien aux PME et le développement du dialogue social à tous les niveaux. Le rapport Stiglitz reflète également une conscience aiguë de la nécessité des

² Les « **Recommandations de la Commission d'experts au président de l'Assemblée générale des Nations unies sur la réforme du système monétaire et financier international** » (19 mars 2009) peuvent être consultées à l'adresse : <http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>

³ Les recommandations de l'OIT, inscrites dans son rapport « **Tendances mondiales de l'emploi** » (janvier 2009) peuvent être consultées à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_103280.pdf

⁴ Les recommandations de la CNUCED « **The global economic crisis: Systemic Failures and Multilateral Remedies** » (19 mars 2009) peuvent être consultées, en anglais, à l'adresse : http://www.unctad.org/en/docs/gds20091_en.pdf (Résumé en français : http://www.unctad.org/fr/docs/gds20091overview_fr.pdf).

⁵ « **Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone** », (septembre 2008) - http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms_098488.pdf

régulations et réorientations d'un système mondial de plus en plus incontrôlé. Il sacrifie bien à des envolées rituelles sur le commerce mondial et la lutte contre le protectionnisme. Mais il y a aussi des ouvertures sur les fonds additionnels mondiaux (les droits de tirage spéciaux) articulés aux grandes devises, les monnaies régionales, les nouveaux paradigmes du développement, la réforme des institutions internationales, la réduction réelle des paradis fiscaux et judiciaires.

◆ Le deuxième pôle est celui du mouvement syndical international qui occupe une place centrale dans les mobilisations sociales et citoyennes contre les effets néfastes de la crise. Ses recommandations sont énoncées dans la « **Déclaration syndicale internationale pour le Sommet de Londres** » (26 mars 2009)⁶, laquelle complète une réflexion engagée depuis plusieurs mois par le TUAC sur la réglementation financière (voir notamment « **Retour à la réglementation suite à la crise financière mondiale. Document d'orientation** » (novembre 2008)⁷.

Le mouvement syndical inscrit ses revendications de court et moyen terme dans une perspective de développement durable à laquelle il porte une grande attention. Il s'agit de travailler non seulement à enrayer la crise au plus vite, mais aussi à organiser une économie mondiale plus juste et plus soutenable pour les générations futures. Il préconise un plan international de relance et de croissance durable coordonné, qui recoupe, en les précisant, une partie des propositions du plan de l'OIT et articule très court et moyen termes : investissements massifs pour l'emploi dans le développement d'infrastructures stimulant la croissance de la demande et la productivité de moyen terme ainsi que dans le soutien aux bas revenus, politiques actives du marché du travail, développement des filets de sécurité sociale, investissement dans une « économie verte » visant une croissance à faible émission de carbone, développement de l'accès aux ressources et renforcement des marges de manœuvre politiques permettant aux économies émergentes et en développement de poursuivre des stratégies anti-cycliques (il est ici question d'un changement de paradigme politique). S'il insiste sur l'implication du mouvement syndical dans la décision publique, il ne prend pas suffisamment en compte les questions qui sont mises en avant par le mouvement social et citoyen, notamment l'agriculture paysanne, les différentes dimensions de la pauvreté, l'approfondissement des inégalités et les discriminations, l'emploi informel, l'économie sociale et solidaire et surtout celle des migrations.

◆ Le troisième pôle du débat international est porté par les mouvements sociaux et citoyens, associations, syndicats et réseaux dont plus de 300 ont signé au Forum Social Mondial des propositions que l'on trouvera dans la Déclaration de Belem du 1^{er} février 2009 « **Pour un nouveau système économique et social. Mettons la finance à sa place !** »⁸, déclaration que plusieurs ATTAC du monde ont approfondie dans le « **Document de référence. Pour un nouveau modèle économique et social. Mettons la finance à sa place** » (26 mars 2009)⁹.

⁶ « **Déclaration syndicale internationale pour le Sommet de Londres** » (26 mars 2009)

http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/04/58/document_doc.phtml

⁷ « **Retour à la réglementation suite à la crise financière mondiale. Document d'orientation** », (novembre 2008)

- http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/03/91/document_doc.phtml

⁸ « **Pour un nouveau système économique et social. Mettons la finance à sa place !** »

<http://www.choike.org/campaigns/camp.php?5>

⁹ « **Document de référence. Pour un nouveau modèle économique et social. Mettons la finance à sa place** » (26 mars 2009) <http://www.france.attac.org/spip.php?article9786>

Ces propositions esquissent des alternatives qui doivent être avancées dès maintenant. Elles concernent le rôle prédominant à attribuer aux Nations unies dans la réglementation du système international, la socialisation du système bancaire, le contrôle strict des mouvements de capitaux, l'évolution des formes de propriété, la nécessité de lier les revenus au travail. Elles rejoignent la commission Stiglitz et le pôle syndical international sur la création de monnaie de réserve régionale. Mais elles dessinent une perspective de démocratisation radicale de l'économie. Elles restent pour autant évasives sur les formes de l'implication citoyenne et civile dans la régulation et sur les implications radicales d'une prise en compte des contraintes écologiques. Mais elles se prolongent dans les discussions actuelles qui explorent, à partir notamment des travaux de la commission britannique pour le développement durable, une démarche radicalement alternative, celle de « la prospérité sans la croissance » (Sustainable Development Commission UK, « **Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy** » (30 mars 2009)¹⁰.

La stratégie du mouvement altermondialiste

Deux des pôles du débat, le mouvement syndical international et la déclaration de Bêlèm sur la crise, sont des références pour le mouvement altermondialiste.

Le mouvement syndical mondial est conscient des nécessaires transformations, il est aussi soucieux de négocier des propositions de court terme par rapport à la situation immédiate des salariés, et conscient de la nécessité d'articuler les deux dimensions. Plusieurs mouvements partagent cette démarche, notamment les organisations paysannes et les associations de solidarité, et particulièrement celles engagées dans l'Action mondiale contre la pauvreté (Global Call Against Poverty).

Le mouvement altermondialiste est conscient de l'importance des mesures immédiates à prendre par rapport au désastre économique et écologique. Il est très attentif à prendre en compte les autres dimensions d'une crise définie comme une crise globale de la mondialisation capitaliste et comme une crise civilisationnelle. Pour une large part de ce mouvement, il s'agit de s'inscrire dans la recherche et la mise en œuvre d'orientations alternatives correspondant au dépassement du système dominant.

Le mouvement altermondialiste est aussi très attentif au débat dans les Nations unies. La commission Stiglitz regroupe des réformateurs pour qui une nouvelle régulation mondiale est une condition nécessaire, et pour beaucoup d'entre eux, suffisante pour sortir de la crise. Ils sont confrontés à la morgue des néolibéraux qui tiennent toujours la barre et ne sont pas prêts à céder leur place. De ce fait, ils peuvent être amenés à radicaliser leurs propositions et auront besoin de rechercher des alliances. Les altermondialistes sont, pour leur part, conscients qu'une régulation publique mondiale est nécessaire et que la dimension écologique est un défi majeur. Même si ces réformes ne leur paraissent pas suffisantes par rapport à la hauteur des enjeux, ils ne peuvent rester indifférents aux opportunités ouvertes à court terme.

L'Assemblée générale des Nations unies doit discuter en septembre des propositions avancées par rapport à la crise financière, économique et écologique. Cette session peut être l'occasion d'enrichir le débat international sur les orientations stratégiques pour répondre à la crise globale de la mondialisation capitaliste et de populariser les

¹⁰ « **Prosperity without growth ? The transition to a sustainable economy** », 30 mars 2009 - <http://www.sd-commission.org.uk/publications.php?id=914>

approches et les propositions des différentes composantes du mouvement altermondialiste.

Certains sont sceptiques par rapport aux Nations unies et pensent qu'on ne peut rien en attendre tant que leur réforme radicale n'aura pas été menée à bien. Pourtant le G20, qui camoufle bien mal le G7 qui le contrôle, n'a jamais tranché dans un sens d'égalité ou de justice sociale. Alors que les conférences mondiales des Nations unies ont fait progresser bien des débats comme à Rio, en 92, sur l'environnement et le développement, et à Vienne, en 94, qui a permis l'adoption du protocole additionnel sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le levier du changement capable de peser sur les Nations unies est constitué par les résistances sociales et citoyennes, la mobilisation des mouvements syndicaux et associatifs à l'échelle mondiale, les prises de position des autorités locales. Le soutien de quelques gouvernements progressistes relayant ces positions et l'écho auprès de nombreux gouvernements de pays pauvres marginalisés par les directoires et humiliés par le G8 sont de nature à faire pencher la balance aux Nations unies et à donner un plus grand écho à des positions progressistes. Ces positions pourraient influencer ceux qui assument un rôle contesté de directoire mais qui disposent de pouvoirs réels et de grandes responsabilités. Elles pourraient déboucher sur des avancées du droit international, sur des réformes radicales des institutions internationales et sur un nouveau système de régulation mondial aujourd'hui devenu indispensable.

Le mouvement altermondialiste, à travers ses différentes composantes, peut prendre en compte les différents horizons de la crise globale de la mondialisation capitaliste et préciser l'articulation de ses réponses.

Le fondement de ces réponses est formé par les résistances sociales, populaires et citoyennes aux politiques dominantes de réponse à la crise : l'explosion du chômage et de la précarisation, l'extension de la pauvreté, l'approfondissement des inégalités et des discriminations, la criminalisation des mouvements et des résistances, la restriction des libertés par les réponses sécuritaires et répressives, la déstabilisation et le recours aux conflits et aux guerres.

L'intervention, à court terme, dans le débat international, sur les propositions de régulation publique de l'économie mondiale, devrait privilégier le système des Nations unies à partir des propositions soumises à l'Assemblée générale par un pôle réformateur qui s'exprime à partir du rapport de la Commission Stiglitz et des rapports de l'OIT et de la CNUCED.

Le soutien et la discussion, à court et moyen terme, des recommandations du mouvement syndical international, permettrait de peser sur les propositions du pôle réformateur pour prévenir les offensives des forces néo-libérales et néo-conservatrices qui sont toujours actives et souvent dominantes.

La mise en avant, dès maintenant, de la construction des alternatives au système actuel, préparerait le plus long terme, à partir des pratiques sociales d'innovation et de résistance et de la popularisation des propositions mises en avant par le Forum social mondial.